



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00497-2023/LRAR N°1A 204 774 9478 2

Code AIOT : 0006401268
SPR/1266-2024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon. L'inspection a été annoncée le 13/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
2	Inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Levée de mise en demeure Demande d'action corrective	3 mois
7	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-1 et R181-42 II	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
4	Origines de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant
5	Suivi des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
6	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.7	Sans objet
8	Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h	Arrêté Préfectoral du 23/04/1997, article 19.II	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Sans objet
10	liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux précédentes inspections et à la mise en demeure du 14 février 2024, l'exploitant a réalisé des travaux et transmis plusieurs documents, permettant de justifier du respect de la quasi-totalité des prescriptions faisant l'objet de la mise en demeure précitée. Une fois les derniers justificatifs reçus (rapport de conformité du SPANC, mise à jour dossier IOTA avec notamment les origines de l'eau), l'ensemble des points, objets de la mise en demeure du 14 février 2024, pourront être levés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux usées
Prescription contrôlée : Effluents des sanitaires : Ces effluents devront être traités par un dispositif d'infiltration conforme à l'arrêté du 6 mai 1996. L'évacuation en puits perdu est interdite.
Constats : <u>Constat le 13/10/2020 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité des deux dispositifs de traitement des eaux usées du site. Le rapport DREAL du 4 décembre 2020 demandait à l'exploitant de faire réaliser une vérification des deux installations de traitement des effluents sanitaires par un spécialiste et de transmettre, sous 3 mois, le rapport associé, comprenant un planning de réalisation des actions correctives nécessaires. <u>Constat le 15/11/2021 :</u> L'exploitant a transmis le compte-rendu du passage caméra réalisé par la société Osis, qui mentionne deux anomalies. Toutefois, l'exploitant n'apporte pas d'éléments, d'une part, sur les actions correctives nécessaires afin de corriger les anomalies relevées et, d'autre part, sur la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation afférente. A la suite de cette inspection, le rapport DREAL du 12 janvier 2022 demandait à l'exploitant de compléter, sous 3 mois, le diagnostic réalisé sur les dispositifs de traitement des eaux usées avec : <ul style="list-style-type: none">- le descriptif des actions correctives éventuellement nécessaires afin de remédier aux anomalies relevées lors du passage caméra ;- une évaluation de la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation applicable aux dispositifs d'assainissement non collectifs. <u>Constat le 13/12/2022 :</u> L'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Toutefois, il précise avoir corrigé les anomalies relevées et envoyé un dossier au SPANC afin d'obtenir un certificat de conformité de ses installations. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter le dossier communiqué au SPANC le jour de l'inspection. Ainsi, le rapport DREAL demandait à l'exploitant de communiquer :- sous 1 semaine, copie du dossier envoyé au SPANC concernant la mise en conformité du dispositif de traitement de ses effluents ; - l'avis du SPANC sur le dossier précité dès réception et, le cas échéant, proposera un calendrier de mise en conformité ne dépassant pas 3 mois. <u>Constat le 27/11/2023 :</u> Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant indique qu'il va réaliser les travaux de mise en conformité, éventuellement après avoir réalisé un nouveau diagnostic compte tenu de l'ancienneté du diagnostic précédent, en vue d'une mise en conformité d'ici la fin du premier semestre 2024. Ainsi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 14 février 2024 de transmettre, sous 6 mois, les justificatifs de conformité des dispositifs de traitement des effluents sanitaires du site

<p><u>Constat le 08/07/2024 :</u></p> <p>Lors de la visite du 08 juillet 2024, l'exploitant explique que les travaux de mise en conformité des deux fosses septiques ont été réalisés et que le SPANC devrait normalement venir constater la conformité des fosses d'ici deux semaines.</p> <p>L'inspection a pu constater visuellement la réalisation des travaux, comme la réalisation des événements (cf. photo en annexe).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Par courriel du 15 octobre 2024, l'exploitant a adressé un point d'avancement de la mise aux normes de ses fosses septiques. En outre, il a indiqué que :</p> <p>a) un inspecteur du SPANC s'est rendu sur site le 30/07/2024 et a informé l'exploitant qu'une étude de sol est nécessaire pour obtenir la conformité. Cette étude permet, d'une part, de vérifier la perméabilité du sol et, d'autre part, de proposer le dispositif le plus adapté, conforme à la réglementation en vigueur ;</p> <p>b) l'étude précitée a été réalisée le 13/09/2024 et le rapport final devrait être transmis d'ici fin du mois d'octobre 2024. En amont de cette transmission, le bureau d'études a indiqué à l'exploitant que des travaux complémentaires devront être effectués pour obtenir la conformité ;</p> <p>c) l'exploitant sollicite un délai supplémentaire de 8 mois, afin de finaliser les études et garantir la bonne exécution de l'ensemble des dispositifs.</p> <p>L'inspection prend acte des actions menées et des travaux restant à effectuer. Il est demandé à l'exploitant de transmettre, au plus sous 8 mois, le rapport du SPANC attestant de la conformité des travaux réalisés, afin de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 8 mois</p>

N° 2 : Inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Inspection périodique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

Constats :

Constat le 15/11/2021 :

(...) demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, le compte-rendu de l'inspection périodique du réservoir Pauchard 300L et les justificatifs démontrant le remplacement des 4 réservoirs airchocs (photographies, factures,...).

Constat le 13/12/2022 :

(...) Par ailleurs, l'exploitant présente la facture relative aux changements de quatre réservoirs airchocs du 30/11/2021, ainsi que les photographies des plaques des équipements renouvelés (ces derniers étant installés en hauteur).

Enfin, l'inspection relève que la liste des ESP mentionne 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en fonctionnement depuis septembre 2018, soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu d'inspection périodique de ces équipements. L'exploitant doit :

- sous 1 mois, faire réaliser l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard en veillant au contrôle des accessoires de sécurité ;
- communiquer, sous 2 mois, le compte-rendu des 14 inspections périodiques précitées.

Constat le 28/11/2023 :

Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les justificatifs relatifs à l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard mentionnant le contrôle des accessoires de sécurité. Ainsi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 14 février 2024 de transmettre, sous 3 mois, les compte-rendus d'inspections périodiques pour les 13 réservoirs « accumulateur à vessie » et le réservoir Pauchard, conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Constat le 08/07/2024 :

Les rapports d'inspections périodiques 2024 des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie" ont été transmis par l'exploitant en amont de la visite, par courrier du 24 mars 2024 (contrôles effectués le 29 février 2024 par DEKRA).

Le réservoir Pauchard 300L a été remplacé par un réservoir similaire de même marque, mis en service le 19/02/2024 (mise en place réalisée par l'entreprise Airflux). Le rapport AIRFLUX précise que "*le flotteur du filtre réseau fuit en permanence, purgeur temporisé sous cuve*" et qu'il y a des travaux à prévoir pour remplacer le flotteur et pour la mise en place d'un écodrain à la place de la purge temporisée (le réservoir est neuf mais les réseaux et canalisations n'ont pas été changés). L'exploitant précise lors de la visite qu'un devis a été demandé et que ces travaux devraient être réalisés d'ici la fin du mois.

L'inspection a pu constater sur site le remplacement du réservoir Pauchard (cf. photos en annexe), installé sur un bac de rétention de 450 L comme préconisé par le fabricant. Actuellement, l'exploitant explique que ce bac est vidé trimestriellement à cause des fuites. Il était quasiment vide lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La prescription contrôlée, sur les contrôles périodiques, est respectée par l'exploitant qui répond ainsi aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure. Toutefois, il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection le rapport de réalisation des travaux de remplacement du flotteur et de la mise en place de l'écodrain pour le réservoir Pauchard dès leurs achèvements. En effet, la présence d'eau au pied de l'ESP pourrait entraîner des phénomènes de corrosion de ce dernier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L181-1 et R181-42 II
Thème(s) : Situation administrative, Statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Article L181-1 : L'autorisation environnementale, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire : 1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ; 2° Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 512-1. Elle est également applicable aux projets mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, ainsi qu'aux projets mentionnés au troisième alinéa de ce II. L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. R.181-46 II : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]

Constats :

Constat le 13/10/2020 :

Lors de l'inspection effectuée en 2020, il avait été constaté que le site dispose de plusieurs forages et piézomètres, n'ayant pas fait l'objet de déclaration au titre de la réglementation "loi sur l'eau". Ainsi, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, à la DREAL :

- un porté à connaissance, afin de déclarer les ouvrages liés aux forages et aux piézomètres présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.1.0) ;
- un porté à connaissance, afin de déclarer les prélèvements liés aux forages présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.2.0).

Constat le 13/12/2022 :

(...) Les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, n'ont donc pas fait l'objet de déclaration auprès des services de la police de l'eau depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter. Par ailleurs, l'arrêté d'autorisation ICPE de la carrière étant antérieur à 2017, il ne réglemente pas spécifiquement les activités relevant des rubriques loi sur l'eau. Ainsi, en vue de la régularisation de ces ouvrages, il est nécessaire que l'exploitant transmette, sous 3 mois, le porté à connaissance relatif aux installations du site relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Constat le 28/11/2023 :

Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. Ainsi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté du 14 février 2024 de transmettre, sous 3 mois, le porter à connaissance concernant les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, comportant l'ensemble des éléments d'appréciation requis par l'article R. 181-46 II du code de l'environnement.

Constat le 08/07/2024 :

Un dossier de déclaration IOTA pour les 6 forages a bien été transmis à l'inspection en amont de la visite (réception le 18/03/2024).

Lors de la visite, l'inspection fait part à l'exploitant des compléments à apporter au dossier :

- ajout des origines de l'eau pour chacun des forages (avec le code masse d'eau) ;
- ajout de la profondeur des forages, afin notamment de connaître précisément la nappe d'eau concernée ;
- en fonction de la (ou des) masse(s) d'eau identifiée(s), corriger si besoin les rubriques IOTA si les forages prélèvent dans la nappe d'accompagnement de la Durance, ceux-ci relevant de la rubrique IOTA 1.2.1.0 et non 1.1.2.0.
- ajout des débits de pompage manquants afin, le cas échéant, de vérifier le respect des seuils.

Les éléments ont été apportés par l'exploitant par courriel du 29/07/2024.

Type de suites proposées : Sans suites, , Levée de mise en demeure

N° 4 : Origines de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Origines de l'eau
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. [...]
Constats : Suite au dossier de déclaration IOTA transmis en amont de la visite, l'inspection a demandé à l'exploitant s'il connaît les codes masse d'eau de ses points de prélèvements dans le milieu naturel. L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter cette information et explique qu'il va faire le nécessaire rapidement pour compléter son dossier de déclaration IOTA avec les codes masse d'eau. Les éléments ont été apportés post inspection par l'exploitant par courriel du 29/07/2024.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Suivi des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Situation administrative, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : L'inspection a pu vérifier lors de la visite le registre 2024 des prélèvements d'eau. Chacun des forages est relevé mensuellement. L'inspection a également pu vérifier par sondage la présence du compteur sur le forage le plus important du site (cf. photo en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Article 39 de l'arrêté du 26/11/12 : Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : [...] - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière. Article 19.5 de l'arrêté du 22/09/94 : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. [...] Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Article 19.7 de l'arrêté du 22/09/94 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : <u>Constat du 27/11/2023 :</u> (...) Par ailleurs, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que des obstacles (végétation, poteau EDF) sont très proches des jauges. Ces jauges ne sont donc pas installées dans les conditions prévues par la norme NF X 43-014, qui impose notamment l'absence d'obstacles selon un angle de 30° par rapport à l'horizontale autour de la tête du collecteur. L'exploitant doit, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, modifier les emplacements ou l'environnement de ses jauges de retombées, afin que les mesures soient effectuées dans des conditions respectant les dispositions de la norme NF X 43-014. L'exploitant transmettra selon le même délai un reportage photographique des 4 jauges mises en conformité. <u>Constat du 08/07/2024 :</u> Le reportage photographique a été envoyé par l'exploitant en amont de l'inspection, par courrier du 26 mars 2024. L'inspection a pu vérifier lors de la visite la conformité des nouveaux emplacements des jauges qui ont été déplacées (cf. photos en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.
Constats : <u>Constat du 27/11/23 :</u> (...) Toutefois, l'inspection constate que la cheminée associée au dépoussiéreur est orientée vers le bas, ne permettant pas ainsi de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. L'exploitant doit, sous 3 mois, proposer des actions correctives afin que la forme du conduit d'évacuation du dépoussiéreur du BR4 permette de favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. Ces actions doivent être mises en œuvre au plus sous 6 mois à compter de la réception du présent rapport. <u>Constat du 08/07/2024 :</u> Le reportage photo des travaux réalisés le 13/05/2024 a été transmis par l'exploitant en amont de la réunion. L'inspection a pu vérifier en visite la réalisation de ces travaux, qui ont conduit à mettre en place un nouvel émissaire dirigé vers le haut. Toutefois, l'inspection a constaté qu'un « chapeau chinois » a été installé au bout du conduit (cf. photo en annexe), ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 qui dispose que " <i>La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère</i> ". L'exploitant précise que ce dispositif est destiné à protéger le conduit des intempéries explique qu'il va réfléchir à une solution pour enlever le chapeau chinois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois, rechercher les solutions alternatives au dispositif de « chapeau chinois ». Il transmettra à l'inspection des installations classées, sous le même délai, le résultat de ces investigations et le plan d'actions éventuellement associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/1997, article 19.II
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m ³ /h
Prescription contrôlée : Article 41 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 : Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes : [...] b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m ³ /h. Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm ³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. Article 19.II de l'arrêté préfectoral du 23/04/1997 : Les périodes de pannes ou d'arrêts de dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières de gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm ³ . En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.
Constats : <u>Constat du 27/11/2023 :</u> L'exploitant doit, sous 1 mois, établir une procédure décrivant les périodicités et les conditions d'entretien du filtre à manche, ainsi que la conduite à tenir en cas d'indisponibilité du système de filtration. <u>Constat du 08/07/2024 :</u> La procédure a été transmise à l'inspection en amont de la visite par courrier du 6 février 2024. Toutefois, celle-ci ne précise pas la périodicité du contrôle externe de la société Varvet, ainsi que l'action à mettre en place en cas de défaut non résolu sur l'installation. L'inspection a donc demandé à l'exploitant la mise à jour de cette procédure. Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 8 juillet 2024 la procédure modifiée avec les éléments et précisions manquants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Les contrôles des rejets de poussières, effectués selon : <ul style="list-style-type: none">- la norme NF X 44-052 (2002) pour les mesures de concentrations de poussières supérieures à 50 mg/m³ ;- la norme NF EN 13284-1 (2002) pour celles inférieures à 50 mg/m³ ;- la norme NF EN ISO 23210 (2009) pour la part de particules PM10, sont réputés garantir le respect des exigences réglementaires définies au 4e alinéa de l'article 39 du présent arrêté. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé.
Constats : <u>Constat du 27/11/2023 :</u> Le rapport de mesure APAVE n°100046714-001 v1 du 05/05/2023, relatif au contrôle effectué le 03/04/2023 sur les rejets du broyeur BR4 mentionne que : <ul style="list-style-type: none">• la société APAVE Chateauneuf les Martigues a effectué le prélèvement : cette entité dispose bien d'un agrément 1a pour le prélèvement des poussières en veine gazeuse, ainsi que des agréments 13, 14 et 15 (teneur en O2, vitesse et débit, teneur en vapeur d'eau), valables jusqu'au 30/06/2025 ;• la société TERA Contrôle Chateauneuf les Martigues a effectué l'analyse des poussières : cette entité dispose bien d'un agrément 1b pour l'analyse des poussières, valable jusqu'au 31/12/2024. Ce laboratoire mentionne la norme NF EN 13284-1 pour l'analyse des concentrations en poussières. Toutefois, le rapport de la société TERA stipule que la répartition granulométrique a été sous-traitée à la société Algade, qui a effectué une mesure selon la norme NF X 11-661 et non la norme NF EN ISO 23210. L'exploitant doit s'assurer que la prochaine campagne de quantification des PM10 est bien effectuée selon la norme NF EN ISO 23210. <u>Constat du 08/07/2024 :</u> Un contrôle des rejets atmosphériques du dépoussiéreur a été réalisé le 21 juin 2024. Lors de la visite, l'exploitant présente le rapport du 02/07/2024 de la société APAVE à l'inspection. Les résultats sont conformes (concentration en poussières totales < 1 mg/Nm ³). La quantification des PM10 a bien été réalisée selon la norme NF EN ISO 23 210, requise par l'arrêté ministériel. Toutefois, la société APAVE préconise l'utilisation de l'ancienne norme NF X 11-661 lors du prochain contrôle pour les PM10, car la norme NF EN ISO 23 210 ne permettrait pas, selon l'organisme, de quantifier les PM10 quand les valeurs de concentration sont trop faibles : dans son rapport la société APAVE écrit <i>"L'analyse granulométrique effectuée selon la méthode NF EN ISO 23 210-1 n'a pas permis de quantifier de valeur. En effet comme il y a peu de poussières dans le conduit, l'analyse granulométrique au moyen d'un impacteur (type DEKATI) n'est pas recommandé. Car la pesée des différents filtres de la sonde DEKATI, lorsqu'il y a peu de poussière est entachée d'une forte incertitude. Lorsqu'il y a peu de poussières au rejet (comme c'est le cas ici), nous conseillons la granulométrie optique selon la méthode NF X 11-661 et NF X 11-696."</i> et indique que les concentrations en PM2.5 et PM10 sont < 0,36 mg/m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

l'exploitant se rapprochera de son bureau d'études, afin de justifier de la non-applicabilité de la norme NF EN ISO 23210 à la quantification des très faibles concentrations en PM10, telle que celle constatée lors du contrôle du 21 juin 2024 (justification notamment au regard du domaine de validité de la norme). Ces éléments seront transmis conjointement au prochain rapport de contrôle des rejets du dépoussiéreur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentel, Liste des ESP

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :Constat le 15/11/2021 :

L'exploitant dispose d'une liste des ESP présents sur le site :

- 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 100 L, 12 b
- 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 50 L, 12 b
- 1 réservoir compresseur « pauchard / scolitros » de 300 L, 11 b

Ces ESP sont tous soumis au suivi en service, selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Toutefois, la liste présentée ne comprend pas l'ensemble des informations suivantes, requises par l'arrêté ministériel précité :

- le régime de surveillance ;
- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique ;
- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, la liste des ESP présents sur le site, avec l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Constat le 13/12/2022 :

L'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente une liste des ESP du site mise à jour, mais qui demeure toutefois incomplète car le document :

- ne mentionne pas le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ;
- mentionne les dates de "vérifications", sans préciser s'il s'agit d'inspections ou de requalifications

périodiques.

Par ailleurs, l'inspection relève que le document recense 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, dont les caractéristiques (pression, volume) les soumettent au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre une liste modifiée des équipements sous pression soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, reprenant l'ensemble des informations demandées.

Constat le 27/11/2023 :

Aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection.

En séance, l'exploitant présente une liste des ESP présents sur site, sous format excel. Toutefois, cette liste n'est toujours pas conforme aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, car cette dernière ne mentionne pas :

- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) pour chaque équipement ;
- les dates des prochaines inspections et requalifications périodiques pour chaque équipement.

Constat du 08/07/2024 :

L'exploitant a transmis par mail la liste de ses ESP le 16/01/2024, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Sans suite